



# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Février 2023

**Message du  
conseiller fédéral  
Albert Rösti.**

**Page 3**



**Interview d'Esther  
Frideli sur le pro-  
gramme du parti.**

**Page 6**



**L'industrie de  
l'intégration coûte  
cher aux Suisses.**

**Page 13**



**L'immigration massive et la pénurie d'électricité sont une**

## **bombe à retardement pour la Suisse**

**... et l'UDC lutte seule  
contre les autres  
partis !**



# Assurer l'approvisionnement énergétique et mettre un terme aux abus de l'asile !

**La majorité de centre-gauche est en train de détruire la Suisse. Si nous déployons ensemble tous les efforts possibles, nous pouvons réussir à prendre le virage à droite dont nous avons urgemment besoin pour préserver notre pays.**

Nous sommes au cœur d'une grave crise énergétique ; et que font le PLR, le Centre et la gauche rose-verte ? Ils adoptent une dangereuse nouvelle loi sur le climat qui aggrave encore massivement cette crise, loi par laquelle le mazout, l'essence, le diesel et le gaz seront interdits.

La consommation d'électricité augmentera dès lors massivement, puisque la conduite automobile et le chauffage ne seront plus possibles qu'à l'électricité ; une électricité dont nous manquons déjà aujourd'hui !

La coûteuse et mensongère loi sur l'énergie fait grimper les prix ; ce sont surtout les ménages, les locataires et les familles les plus pauvres qui en pâtissent.

Mais les propriétaires, les automobilistes, les camionneurs, les motocyclistes, les artisans - en bref, nous tous - sommes également tenus de payer toujours plus !

L'UDC a lancé avec succès le référendum contre la loi sur l'énergie et je vous remercie, toutes et tous, pour votre engagement. Nous ne devons toutefois pas nous reposer sur nos lauriers ; nous devons tout mettre en œuvre pour gagner la votation popula-

re de juin. L'enjeu est par ailleurs d'autant plus important du fait que nous sommes en année électorale.

L'UDC est le seul parti à présenter des solutions à ces problèmes. La Suisse doit à nouveau pouvoir gérer l'immigration

de façon autonome, conformément à la volonté populaire, et expulser systématiquement les criminels étrangers. L'asile ne doit plus pouvoir être accordé aux profiteurs ! Nous nous battons donc pour un changement de système : les procédures d'asile ne doivent plus être menées en Suisse mais, par exemple, sur le continent africain. De cette manière, les demandes d'asiles baisseront de manière conséquente.

Tout cela ne sera toutefois possible que si les mauvais politiciens sont disqualifiés et si l'UDC se renforce. L'enjeu est de taille : nous parlons ici du modèle

de réussite même de notre pays. Luttons donc ensemble pour une Suisse sûre et libre ! Je vous remercie de tout cœur pour votre engagement.



**Marco Chiesa**

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



## Mettre un terme aux abus de l'asile

Le 2e grand thème est l'immigration de masse et l'échec du système d'asile. Chaque année, des dizaines de milliers de personnes entrent en Suisse et dépendent la plupart du temps directement de nos institutions sociales. Et ce n'est pas fini : la Confédération prévoit jusqu'à 40'000 nouvelles demandes d'asile pour 2023. Parallèlement, les gardes-frontières suisses ont enregistré le chiffre record de 52'000 clandestins l'an dernier.

# Merci pour votre soutien et pour votre confiance

Depuis le début de l'année, je suis à la tête du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). Le département des infrastructures m'a confié une grande responsabilité et je l'aborde avec beaucoup de respect mais aussi beaucoup de dynamisme.



par Albert Rösti  
Conseiller fédéral, chef  
du DETEC, Uetendorf (BE)

A l'heure où j'écris ces lignes, je ne suis en fonction que depuis quelques semaines. Pour une fois, je veux donc utiliser cet espace moins pour un message politique que pour un remerciement personnel au parti. J'ai déjà pu exercer différentes fonctions politiques parce que le parti m'a toujours fait confiance. Cela a également été le cas lors de ma nomination comme candidat au Conseil fédéral par le groupe UDC.

Grâce à la préparation et au suivi irréprochables de l'élection du Conseil fédéral par la direction du parti et du groupe, celle-ci s'est déroulée sans encombre et dans des conditions équitables. Mon concurrent, l'ancien conseiller national Hansueli Vogt, y a particulièrement veillé. Son comportement d'homme d'État a été un grand exemple pour moi avant, pendant et encore après l'élection. Je le remercie pour l'excellente collégialité qui a régné lors de nos apparitions avant les élections, tout comme je remercie les responsables du parti pour leur grand travail.

## Le suspense sera au rendez-vous

Je suis conscient des responsabilités que j'endosse désormais. Même si, après 11 ans en tant que membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-N), je connais quelque peu le dossier le plus controversé sur le plan

politique, à savoir l'approvisionnement énergétique, je dois me familiariser avec de nombreux domaines en raison de l'étendue des compétences du département.

Une chose est sûre : les défis ne manqueront pas dans les domaines couverts par le DETEC, à savoir l'amé-

avec les entreprises fédérales telles que les CFF, La Poste, Swisscom et Skygide, dont la Confédération est le principal propriétaire, ainsi que la collaboration avec la SSR en ce qui concerne les conditions-cadres.

Les attentes à mon égard dans ces domaines sont élevées et je ferai tout ce



Le conseiller fédéral Albert Rösti a été brillamment élu dès le premier tour du scrutin lors de l'élection au Conseil fédéral du 7 décembre 2022. En tant que chef du département de l'énergie, il aura à cœur d'assurer l'approvisionnement de la Suisse en énergie à un prix abordable.

nagement du territoire, l'énergie, l'environnement, les transports publics, les routes, l'aviation civile et la communication. A cela s'ajoutent les contacts

qui est en mon pouvoir pour y répondre. D'avance merci pour votre soutien ainsi que pour la confiance que vous m'accorderez.



# Approvisionnement alimentaire, il faut changer de cap !

Alors que 828 millions de personnes souffrent de la famine dans le monde et que l'ONU annonce une crise alimentaire sans précédent pour 2023, nos autorités fédérales se regardent le nombril et adoptent des mesures nous rendant encore plus dépendant des importations de denrées alimentaires de base.



par Jacques Nicolet  
Conseiller national  
Lignierolle (VD)

Les changements climatiques sur le plan mondial avec la sécheresse dans la Corne de l'Afrique ou les inondations en Asie ont conduit à des pertes de récoltes importantes, déclenchant des crises alimentaires dramatiques.

Les conflits armés au Moyen-Orient, en Afrique et maintenant en Ukraine, ont compromis la production et l'approvisionnement en denrées alimentaires de base au niveau mondial. Cumulée à la crise économique, cette situation entrave l'accessibilité aux denrées alimentaires et affecte directement de nombreux pays dépendants de matières premières, ce qui met gravement en danger la production de nourriture essentielle comme le pain.

Alors qu'avant la guerre en Ukraine les prix du blé et des engrais avaient déjà sérieusement augmentés, aujourd'hui selon le programme alimentaire mondial de l'ONU, les prix mondiaux de l'alimentation auraient

augmenté de 33% et le prix des engrais de plus de 200%, si l'on y ajoute la hausse du prix des carburants de presque 50%, l'accumulation de toutes ces nouvelles charges compromet sérieusement la production agricole et accentue la faim dans le monde.

Les causes de la crise alimentaire mondiale actuelle sont donc multiples et appellent de notre part à des actions concrètes

terres agricoles à de nouvelles surfaces de biodiversité.

Alors que près de 200'000 hectares y sont déjà consacrés, ces 3.5% de surfaces supplémentaires de biodiversité représentent la perte de 10'500 hectares disponibles à la production de denrées alimentaires indigènes. Cultivées en blé, ces surfaces représentent l'équivalent de 80'000 tonnes de pain, soit la

consommation annuelle de 2 millions d'habitants de notre pays. Nous constatons que le manque de vision à long terme des dernières réformes de la politique agricole nous ont rendu toujours plus dépendants des importations, quand bien même le peuple Suisse avait décidé en 2017 à plus de 78% de renforcer notre sécurité alimentaire.



**Le taux d'auto-approvisionnement de la Suisse diminue et notre pays doit importer de plus en plus de denrées alimentaires de l'étranger. En 2023, moins de 50% de ce qui est consommé en Suisse sera produit dans notre pays.**

afin de ne pas accentuer la pénurie de denrées alimentaires de première nécessité dans le monde.

## Sacrifier le pain de 2 millions de Suisses ?

Il est de ce fait incroyable de constater l'issue donnée par les chambres fédérales, contre l'avis unanime de l'UDC, aux interventions demandant de supprimer le projet du Conseil fédéral d'affecter 3.5% de bonnes

L'UDC le martèle depuis de nombreuses années : il est temps de réorienter notre politique agricole en une politique agroalimentaire moderne et ambitieuse, renforçant notre auto-approvisionnement en denrées alimentaires indigènes. L'UDC s'engagera afin que la future politique agricole assure de la durabilité économique, sociale et environnementale pour l'ensemble des acteurs de la chaîne agroalimentaire de proximité, secteur générant, faut-il le rappeler, une forte valeur ajoutée et de nombreux emplois en Suisse.

# Energie : pour éviter la catastrophe, votez NON !

**Vous méritez d'abord toutes nos félicitations et remerciements : grâce à votre engagement, notre référendum a abouti avec 103'877 signatures ! Mais vous ne devez pas baisser la garde car le 18 juin prochain, en votation populaire fédérale, il faudra voter « non » à cette loi sur la protection du climat.**



par Pierre-André Page  
Conseiller national  
Châttonnaye (FR)

Vous l'avez bien compris : vous ne voulez pas d'une interdiction des voitures à essence et au diesel, vous ne voulez pas non plus d'un démantèlement des chauffages fonctionnels au mazout ou au gaz. Vous n'en voulez pas parce que vous savez bien que notre pays n'a pas les moyens d'assurer, aujourd'hui, ce « tout à l'électricité » que veut nous imposer le Conseil fédéral avec cette loi mensongère sensée « protéger notre climat. »

Ce même Conseil fédéral qui d'ailleurs, si cette loi venait à être acceptée le 18 juin prochain, pourrait édicter, seul, des prescriptions et autres interdictions de grande portée ! Mais alors où seraient les voix des cantons et des citoyens ? Notre gouvernement sabote notre propre fédéralisme !

## Vers un cul-de-sac énergétique

Cette loi sur la protection du climat est une catastrophe pour notre pays. En effet, elle va nous conduire vers une multiplication de la consommation d'électricité d'ici 2050. Voilà qui serait, certes, une bonne chose pour la protection de notre climat – il faut en convenir. Mais, en parallèle, cette loi prévoit de supprimer l'utilisation des énergies fossiles. Adieu essence, diesel, gaz, pétrole sans oublier l'abandon du nucléaire... Pareille démarche est incohérente et totalement irresponsable. Car nous savons que les énergies renouvelables que cette loi veut imposer – le soleil,

le vent – ne fournissent pas suffisamment d'électricité en hiver.

Sans oublier aussi que les habitants des régions périphériques et les populations qui exploitent nos zones montagneuses ont besoin des énergies fossiles. Vous voyez, vous, les fonds de vallées de nos Préalpes et de nos Alpes, tous équipés d'une borne

de l'électricité depuis la France, qui produit essentiellement grâce à l'énergie nucléaire – cette même énergie que nos Verts suisses veulent bannir de notre pays. Quelle incohérence !

L'UDC est cohérente : nous voulons de l'électricité, en quantité suffisante, à des prix abordables et de production locale.



**Le 19 janvier, les membres du comité référendaire, emmenés par Michael Graber (avec le carton portant le drapeau valaisan), ont déposé près de 104 000 signatures à la Chancellerie fédérale à Berne. La votation populaire est prévue pour le 18 juin 2023.**

électrique pour nos tracteurs et autres équipements agricoles par exemple ? Là encore, l'incohérence de cette loi est mis en évidence.

Nous devons, au contraire, tout entreprendre pour produire nous-mêmes suffisamment d'électricité et réduire pour notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Sans compter qu'aujourd'hui, nous importons de l'électricité « sale », celle produite par exemple en Allemagne grâce au charbon. En outre, nous importons également

Nous l'avons toujours dit, en 2017 notamment, lors de la votation populaire sur la stratégie énergétique. Nous avons vu venir cette pénurie d'électricité. Le Conseil fédéral lui n'a rien vu venir. Alors nous n'avons plus qu'une solution : dire « non ».

Le 18 juin prochain, afin d'éviter une loi coûteuse et mensongère qui ne fera qu'aggraver la crise énergétique et grimper les prix de l'électricité, votez NON, dans notre intérêt à tous !



# Les délégués de l'UDC Suisse demandent l'expulsion systématique des étrangers en situation irrégulière

Lors de leur assemblée à Büllach (ZH), les délégués de l'UDC Suisse ont adopté à l'unanimité le nouveau programme du parti. A cette occasion, ils ont intégré dans le programme du parti des revendications importantes dans le domaine de l'immigration illégale, des transports et de l'école publique : Les étrangers en situation irrégulière doivent enfin être expulsés de manière conséquente, l'enseignement scolaire intégratif doit être supprimé et les tracasseries envers les automobilistes doivent enfin cesser.



## « Nous défendons la liberté des citoyens et de la Suisse »



**La conseillère nationale Esther Friedli parle du nouveau programme du parti et de la manière de l'utiliser efficacement dans la campagne électorale.**

**Madame Friedli, quels sont les points forts du nouveau programme de l'UDC ?**

Nous mettons l'accent sur les thèmes que nous connaissons bien : la liberté et la sécurité. Nous défendons la liberté des citoyens et de la Suisse. Nous voulons renforcer la sécurité, avec une armée plus opérationnelle, une nouvelle conception du système d'asile, un approvisionnement énergétique et électrique fiable, propre et en quantité suffisante ainsi qu'un rehaussement du taux d'auto approvisionnement du pays sur le plan agricole.

**Il y a aussi un nouveau chapitre sur la terreur du genre et la folie « Woke ». Comment pouvons-nous arrêter ces mouvements intolérants ?**

Nous constatons, surtout dans les villes de gauche rose-verte, qu'une petite minorité de détenteurs auto-proclamés de la bonne morale, veut imposer son opinion à une majorité et nous devons résolument nous y opposer. Nous de-

vons nous concentrer sur le retrait des fonds publics aux institutions étatiques qui encouragent ce type de comportement.

**Afin que le programme du parti ne reste pas lettre morte, que demandez-vous aux membres et aux responsables de l'UDC ?**

Les élus sont appelés à agir selon les principes du programme du parti via les discussions politiques et à faire valoir nos positions partout. C'est aussi une ligne directrice pour d'éventuelles interventions dans les parlements.

**Comment le programme du parti peut-il être utilisé efficacement dans le cadre de la campagne électorale ?**

Le programme montre aux électeurs ce que l'UDC représente et ce pour quoi elle s'engage. Cela témoigne de façon concrète de notre fiabilité. Il permet aussi d'aider nos candidats à se faire rapidement une idée de tous les thèmes politiques importants.

# Les fables de la politique énergétique se poursuivent

**La prétendue loi sur la protection du climat est une arnaque, car elle augmentera encore plus fortement la consommation d'électricité en Suisse. Même si nous passerons probablement bien l'hiver en termes d'approvisionnement électrique cette année, les problèmes ne seront pas résolus à moyen terme. Grâce au référendum de l'UDC, nous pouvons désormais voter sur cette dangereuse loi.**



par Jean-Pierre Grin  
Conseiller national  
Pomy (VD)

Cette nouvelle loi ne sera pas sans conséquences ; par exemple, tous les chauffages fonctionnant au mazout ou au gaz devront être remplacés et, à long terme, les moteurs à combustion appartiendront également au passé. Ces deux mesures augmenteront massivement la consommation d'électricité, alors que nous en manquons d'ores et déjà aujourd'hui.

Entre 1980 et 2001, nous avons dû importer de l'électricité pendant 8 hivers seulement, mais entre 2001 et 2022, nous avons dû en importer pendant 19 hivers.

Même le titre de la loi a fait l'objet d'une manœuvre à Berne : pendant la nuit précédant le vote final, il a été adapté et rendu présentable pour la votation.

## Eviter de défigurer le paysage

Les sources d'énergie qui seront interdites à l'avenir doivent être remplacées par de l'électricité. La question de savoir d'où proviendra cette électricité supplémentaire reste ouverte. Les profiteurs de ce « lobbysme vert » financé par les impôts parlent dans leurs visions de la construction de gigantesques surfaces naturelles avec des capteurs solaires et de la construction de plusieurs centaines d'éoliennes géantes.

La Stratégie énergétique 2050 qui, selon ses partisans, doit garantir l'appro-

visionnement électrique, repose sur des bases qui se sont déjà révélées illusoires. Par exemple, il était prévu que la population atteigne 9 millions d'habitants en 2050. Or, nous avons déjà atteint ce chiffre. Le potentiel calculé pour toutes les installations éoliennes prévues est de 4.3 TWh. Si la population continue à croître de la sorte, la demande supplémentaire d'électricité due à l'immigration atteindra 5.3 TWh au cours de la même période. La consommation de précieuses terres agricoles qui en résulterait serait dévastatrice, car les agriculteurs suisses luttent déjà aujourd'hui avec des surfaces cultivables toujours plus petites.

## Impossible de miser sur l'importation d'électricité

L'importation d'électricité ne sera pas une solution viable, car nos pays voisins se dirigent eux aussi vers des pénuries. De nombreux pays de l'UE prévoient d'abandonner le charbon et l'énergie nucléaire, mettant ainsi en péril leur approvisionnement en électricité. Ce qui est absurde, c'est que les mêmes politiciens à Berne qui soutiennent cette loi trompeuse souhaitent en même temps importer en Suisse de l'électricité produite à partir de charbon au sein de l'UE. La transition de l'approvisionnement

énergétique, qui ne tient pas compte de la réalité, engendrera des coûts d'environ 347 milliards de francs. Ce sont les propriétaires et les locataires, les automobilistes, les camionneurs et les motocyclistes, les familles et les commerçants, bref, tous ceux qui paient des impôts ou consomment des biens courants en Suisse, qui devront payer.

En clair : le centre-gauche inscrit des objectifs dans la loi sans savoir comment ils seront concrètement mis en œuvre, avec comme principe : tout dans la théorie !

J'espère que le peuple suisse n'entrera pas en matière sur ce paquet trompeur et que la loi sera clairement rejetée dans les urnes, car mettre des taxes supplémentaires sur les énergies ne va pas résoudre les problèmes de pénurie mais lourdement pénaliser les consommateurs.



**L'UDC ne veut pas sacrifier la magnifique nature de notre pays, comme ici dans la région du lac des Quatre-Cantons. Pour protéger la Suisse et ses paysages, nous voterons NON à la loi sur le gaspillage d'électricité le 18 juin.**



# La loi sur le climat doit être rejetée !

**Le mazout, le gaz, le diesel et l'essence seront abandonnés et tout devra être « renouvelable ». Voilà ce que demande la majorité de gauche rose-verte et le Centre avec la nouvelle loi sur la protection du climat. Ces utopies idéologiques vont pourtant vite se faire rattraper par la réalité et la population, l'économie et le paysage en paieront les frais.**



par Monika Rüegger  
Conseillère nationale  
Engelberg (OW)

L'Association suisse des banquiers (ASB) a fait ses calculs : Si la Suisse voulait atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, il faudrait déboursier pas moins de 347 milliards de francs d'investissements pour le développement des énergies solaire, éolienne, hydraulique et autres énergies renouvelables. Cela représente 12.9 milliards par an jusqu'en 2050, soit environ 1'400 francs par personne et par an, tous âges confondus. En outre, selon une étude de l'EPFZ, les coûts de l'électricité devraient tripler.

## L'utopie du stockage de l'électricité en hiver

Le soleil fournit du courant par beau temps et la Suisse n'est pas un pays venteux. Les jours de brouillard, la nuit et en l'absence de vent, il n'y a donc pas d'électricité. Le stockage par batterie, dont on parle beaucoup, n'est malheureusement pas une alternative, d'une part, en raison de la pénurie de lithium – il en manquera 300'000

tonnes d'ici 2030 –, d'autre part, en raison des énormes quantités de déchets spéciaux produites lors de l'élimination.

En réalité, la capacité de stockage actuelle de toutes les batteries du monde couvre à peine 1 minute et 15 secondes de la demande mondiale en électricité. Une multiplication par 10 de la capacité de stockage d'ici 2030 permettrait de couvrir 11 minutes de stockage de la consommation

construire en Suisse 150'000'000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires, plus de 3'000 grandes éoliennes et inonder 30 nouvelles vallées avec des barrages, tous aussi grands que celui du Grimsel.

## Appauvrissement et chômage en perspective

L'artisanat et l'industrie sont tributaires toute l'année d'une électricité en ruban garantie, électricité qu'ils peuvent fi-

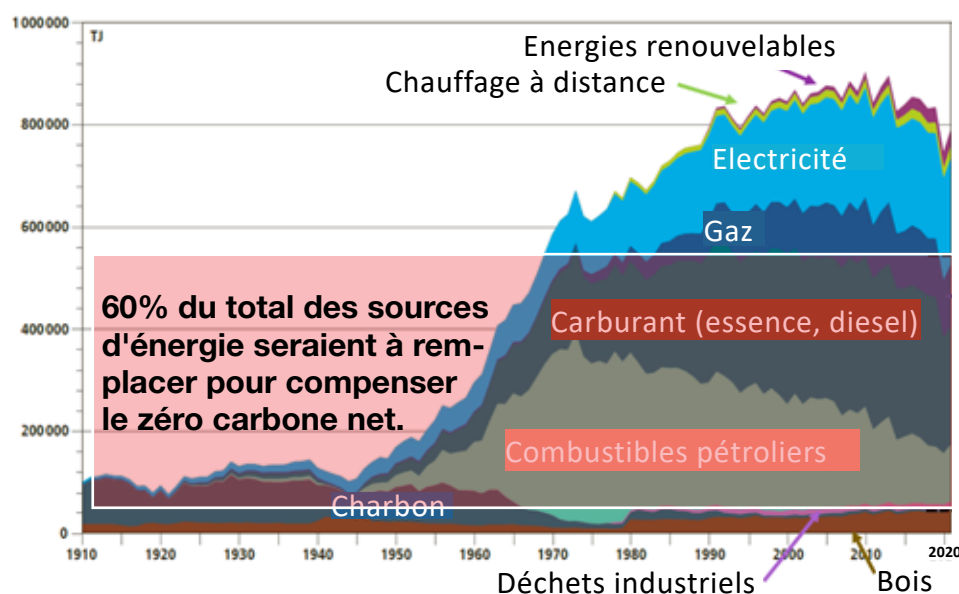
nancer. Avec le projet de loi sur la protection du climat - qui est en fait une loi sur le gaspillage de l'électricité et l'appauvrissement - les emplois locaux seront mis en péril de manière irresponsable et irréfléchie par le Centre et la gauche rose-verte.

Nous ne devons pas défigurer notre paysage d'une beauté unique en son genre et l'encombrer d'éoliennes, de panneaux solaires et de lignes à haute tension en suivant une idéologie aveugle. Nous avons besoin d'une énergie abordable,

propre et sûre. Cela n'est possible qu'avec un mélange d'énergie hydraulique, d'énergie nucléaire de pointe et d'utilisation raisonnable des énergies renouvelables.

Voilà pourquoi un non résolu à la mensongère et dangereuse loi sur le climat est nécessaire le 18 juin 2023 !

## Les sources d'énergie en Suisse



**La loi sur la consommation d'électricité a pour conséquence de priver la Suisse de 60 pour cent de son approvisionnement en énergie. Une telle chose aurait des conséquences fatales pour les familles et les entreprises en Suisse. C'est pourquoi il faut voter NON le 18 juin.**

mondiale ; autant le dire, des perspectives peu réjouissantes.

Pour atteindre les objectifs climatiques, il faudrait 60% supplémentaires de la production actuelle d'électricité, soit au moins 40 TWh, ce qui est aussi complètement irréaliste, sauf bien sûr si l'on veut



# La loi sur le climat est une attaque contre la Suisse

**En juin, nous voterons sur la coûteuse et mensongère loi sur la protection du climat du centre-gauche. Un oui à cette dernière aurait des conséquences désastreuses pour la place industrielle suisse et pour notre prospérité.**



par Christian Imark  
Conseiller national  
Fehren (S0)

L'automne dernier, le Conseil national et le Conseil des Etats ont bricolé la soi-disant « loi fédérale sur la protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique » en guise de contre-projet indirect à « l'initiative pour les glaciers ». L'escroquerie est perceptible rien que dans le titre ; elle n'a pas plus à voir avec les glaciers que le contre-projet indirect avec l'innovation ou le renforcement de la sécurité énergétique, bien au contraire ! Avec cette nouvelle loi, la sécurité énergétique est carrément menacée et la classe moyenne devra payer la nouvelle hausse des prix de l'énergie qui en découlera.

## Une menace pour notre prospérité

Contre toute attente et malgré toutes les expériences négatives d'une politique énergétique complètement ratée, ce sont toujours les mêmes majorités de centre-gauche qui poursuivent leurs arnaques, comme depuis 12 ans. Le lobby de gauche des profiteurs de l'Etat agit en arrière-plan, étendant ses profits avec des exigences toujours plus audacieuses, mettant ainsi en danger la place industrielle suisse et notre prospérité. Le désastre a commencé lorsque ce lobby a eu accès au département de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard et a ainsi porté un coup fatal à l'énergie nucléaire, le principal pilier de l'approvisionnement énergétique de la Suisse.

## Une menace pour nos capacités à se chauffer

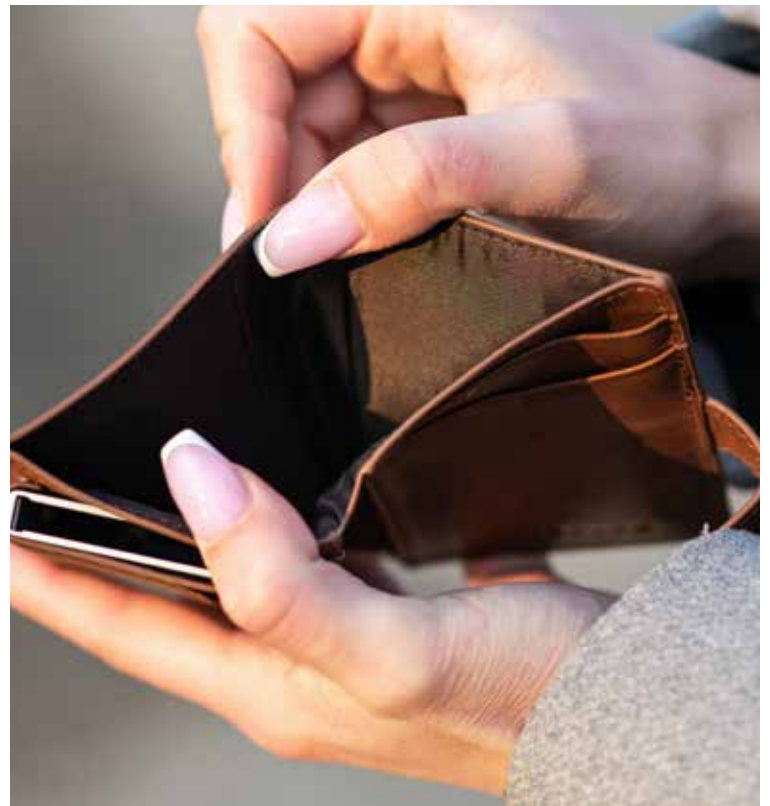
Aujourd'hui, cette sortie est plus éloignée que jamais, car la Suisse ne peut en

aucun cas se passer de presque la moitié de son approvisionnement électrique lors d'un seul mois d'hiver. La numérisation et la forte augmentation de la population font également grimper la consommation d'électricité, c'est aussi une réalité. La nouvelle loi doit maintenant ancrer "l'objectif zéro émissions net de CO2", dont la mise en œuvre entraînera une hausse exorbitante de la consommation électrique en hiver ; les Suissesses et les Suisses seront forcés de mettre hors service leurs chauffages à mazout ou à gaz pourtant fonctionnels, un acte hautement irresponsable si l'on considère que l'approvisionnement électrique est déjà massivement menacé et que la Confédération construit des centrales à gaz (!) pour 500 millions de francs en vertu du droit d'urgence. Le nouveau ministre de l'Énergie Albert Rösti devra calculer le nombre de nouvelles centrales nucléaires nécessaires à l'application de la loi sur l'énergie.

## Une menace pour les moteurs thermiques

Si la centrale nucléaire de Mühleberg n'avait pas été mise hors service à la hâte, on disposerait aujourd'hui de presque 2x plus

d'électricité propre en hiver pour un dixième seulement du coût de toutes les mesures d'urgence. Tous ces faits montrent à quel point la politique énergétique suisse est aussi dangereuse qu'irréfléchie. Pour mettre en œuvre



**La loi contre le gaspillage d'électricité portera un coup fatal au pouvoir d'achat des habitants de la Suisse et aux entreprises. Les factures de chauffage et d'énergie vont augmenter massivement, tout comme le coût de l'essence. Cette catastrophe ne touchera pas seulement les familles, mais aussi les entreprises, qui devront toutes augmenter leurs prix.**

la loi sur la sur la protection du climat, la Confédération devra interdire les moteurs à combustion et tous les chauffages au mazout et au gaz. Les conséquences pour le tourisme et l'économie seront également très importantes, car le trafic aérien international et l'industrie devront compenser les émissions restantes par des technologies d'émissions négatives extrêmement coûteuses et inefficaces.

# A quand le point de non-retour en Suisse ?

**Notre explosion démographique est avant tout le fait de l'immigration. La prospérité des citoyens stagne, la qualité de vie diminue et l'approvisionnement en électricité est menacé.**



par Thomas Matter  
Conseiller national  
Meilen (ZH)

En comptant les plus de 100'000 sans-papiers, la Suisse a déjà franchi le cap des 9 millions d'habitants. Lorsque mon grand-père est né en 1895, notre pays comptait encore à peine 3 millions d'habitants. Quand je suis né, en 1966, 5.86 millions de personnes vivaient en Suisse. Après 15 ans de libre circulation totale avec l'UE, il est clair pour toute personne raisonnable que la libre circulation des personnes nuit à la grande majorité des Suisses.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée n'a pas diminué ; elle n'a d'ailleurs fait qu'augmenter. Il s'agit d'une spirale sans fin : plus il y a de gens qui viennent, plus la pénurie de main-d'œuvre qualifiée s'accroît. Les logements deviennent de plus en plus chers, les primes d'assurance maladie de plus en plus inabordables, l'auto-suffisance alimentaire est de plus en plus illusoire, l'électricité se raréfie, tout comme les salles de classe, le corps enseignant, les routes, le personnel soignant. Actuellement, nous lisons même que nos hôpitaux sont à bout de souffle, même sans Covid. Nous ne pourrions pas non plus atteindre les objectifs en matière de CO<sub>2</sub>.

## Des problèmes liés à la libre circulation des personnes

Parallèlement, en raison d'une mauvaise politique d'immigration, la prospérité des individus n'augmente pratiquement plus. De 1945 à 2001 inclus - donc avant l'introduction des Bilatérales I - la crois-

sance annuelle du produit intérieur brut par habitant en Suisse était en moyenne de 2% et ce, sans la libre circulation des personnes ! Depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes à la mi-2007, la croissance par habitant a stagné et la qualité de vie a clairement diminué.

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, le parc automobile a augmenté de 40%. Année après année,

sible si la population ne cesse d'augmenter de la sorte.

## Le comble de Simonetta Sommaruga

Dans leurs perspectives énergétiques, les spécialistes de la Confédération tablaient encore sur 8.98 millions d'habitants en 2050. Aujourd'hui, 27 ans plus tôt, nous avons déjà dépassé ce seuil. Dans cette Stratégie énergétique, nous trouvons également beaucoup d'autres chiffres et arguments erronés. L'im-



**La Suisse dépassera la barre des 9 millions d'habitants en 2023. Depuis 20 ans, notre pays connaît la plus forte explosion démographique de son histoire.**

ce sont quelque 50'000 voitures supplémentaires qui empruntent nos routes. Par conséquent, les heures d'embouteillage ont quadruplé. La pénurie d'électricité est également liée, dans une large mesure, à l'explosion démographique. Lorsque l'UDC a prévenu que la Stratégie énergétique 2050 ne fonctionnerait pas et qu'à l'avenir, le risque de se doucher à l'eau froide était réel, on nous a ri au nez. Cet hiver, nous nous en sortirons probablement in extremis, mais l'hiver prochain, ce sera difficile. L'UDC exige un approvisionnement énergétique sûr et bon marché mais cela n'est pas pos-

migration nette, de 2001 à 2019, a entraîné à elle seule un besoin supplémentaire en électricité de 7.3 TWh, ce qui correspond à peu près à la production de la centrale nucléaire de Gösgen. Depuis la libre circulation des personnes (2002), il y a 700'000 ménages de plus en Suisse. L'immigration nette rien qu'en 2022 consomme à elle seule 1.34 milliard de KWh d'électricité. C'est donc tout de même un comble lorsque l'ancienne conseillère fédérale Simonetta Sommaruga nous disait que « Chaque kilowattheure compte » ; manifestement, cela ne s'applique guère aux immigrés.



# Trop d'immigrés viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons !

**Notre pays compte déjà près de 9 millions d'habitants. Plus d'un quart d'entre eux sont des étrangers et la tendance est à la hausse malgré les naturalisations de masse. La Suisse est au bord de l'implosion à cause de l'immigration de masse. Nos valeurs se dissolvent comme un morceau de sucre dans l'eau.**



par Andreas Glarner  
Conseiller national  
Oberwil-Lieli (AG)

Depuis 1995, notre population a augmenté de 2 millions de personnes. Les deux tiers de cette augmentation ont eu lieu au cours des 15 dernières années. Près de la moitié de cette augmentation est due à l'immigration et ce phénomène est partiellement dissimulé par un autre phénomène.

En effet, on tente de masquer cette démesure par une politique de naturalisation massive. En effet, au cours des dix dernières années, près de 400'000 étrangers ont été naturalisés. Environ 20% des personnes naturalisées sont originaires de la Turquie et des Balkans. Ces personnes sont souvent mal intégrées et elles rejettent parfois en bloc nos mœurs, nos coutumes et nos valeurs.

## Des traductions pour des citoyens suisses ?!

Par voie de conséquence, de plus en plus de services administratifs, de tribunaux et d'hôpitaux doivent faire appel à des traducteurs, même pour des citoyens suisses, et payer des frais, alors que l'attribution du passeport suisse devrait pourtant être l'aboutissement d'une intégration réussie.

La bonne intégration des étrangers est une question de quantité. Quand on dit qu'il n'y en aura « que » 67'000 en 2021. C'est vrai, mais ce n'est que le solde net entre tous ceux qui sont partis et ceux qui sont arrivés. En effet, 74'000 personnes parfaitement intégrées sont rentrées chez elles, alors que plus de 141' 000 sont effectivement arrivées. Et elles doivent toutes être intégrées...

L'augmentation de la population de confession musulmane nous préoccupe également beaucoup. Ainsi, les enfants sont encouragés à célébrer le ramadan dans les écoles - la viande de porc est bannie du menu de chaque événement scolaire par égard pour les musulmans. Rien d'étonnant à cela : près de 500'000 musulmans vivent aujourd'hui dans notre pays - dont plus de 10'000 portaient le prénom de Mahomet (ou des variantes de ce nom) au 31 décembre 2021.

## Une immigration quatre fois supérieure à celle de l'UE

Il faut se rendre à l'évidence : la Suisse connaît une immigration presque quatre fois plus élevée que la moyenne des pays de l'UE. En raison de la libre circulation des personnes, ce sont prétendument des « spécialistes » qui arrivent. Or, il est intéressant de constater que près des deux tiers des chômeurs déclarent avoir occupé une fonction spécialisée. Quatre nouveaux arrivants sur cinq ne sont pas des professionnels. En 2020, la Suisse comptait environ 10'000 chômeurs dans l'hôtellerie et la restauration. Malgré cela, plus de 4'000 personnes sont arrivées dans le pays en cherchant un emploi dans l'hôtellerie-restauration.

40'054 immigrés sont arrivés chez nous en 2021 au titre du regroupement

familial, sans activité professionnelle ou même sans indiquer de raison.

Rien qu'en 2022, 52'077 séjours illégaux ont été constatés. C'est environ cinq fois plus qu'en 2021, et ce n'est probablement que



**La Suisse connaît une immigration quatre fois supérieure à celle de l'UE. Trop de personnes traversent la frontière chaque année et causent de nombreux problèmes.**

la pointe de l'iceberg, car nous n'avons plus le droit de procéder à des contrôles sérieux aux frontières depuis l'adhésion au système Schengen.

En conclusion, les problèmes induits par une immigration de masse se manifestent partout. Que ce soit au niveau de l'explosion des loyers, de la surcharge des transports publics, des embouteillages sur les autoroutes ou encore de la consommation d'énergie. Les effets de l'immigration de masse sont particulièrement graves là où personne ne les voit : dans nos écoles, où les quelques enfants suisses restants devront bientôt être intégrés aux immigrés, et non l'inverse.

# Certaines coutumes importées sont dangereuses pour les femmes en Suisse

L'année dernière, environ 60'000 personnes étaient dans le processus d'asile. Plus de 60% d'entre elles sont des jeunes hommes, pour la plupart originaires d'Afghanistan, de Syrie, de Turquie et du Maroc. Au moment du dépôt de la demande d'asile, 85% sont même des hommes.



par Céline Amaudruz  
Conseillère nationale  
Vice-présidente UDC  
Suisse, Genève (GE)

Tous ces demandeurs d'asile ont pour la plupart grandi dans des cultures étrangères qui ont une tout autre image de la femme que celle qui prévaut en Suisse. Elle entre frontalement en conflit avec notre culture ouverte, libérale et égalitaire. Les différences culturelles sont de plus en plus observables dans nos écoles. Par exemple, des enseignantes n'arrivent plus à s'imposer, ni auprès des jeunes garçons ni auprès de leurs pères. Des demandeurs d'asile refusent de serrer la main ou les parents de discuter parce que l'enseignante est une femme. Les jeunes filles sont privées de camp d'école et de cours de natation.

## Mariages forcés en hausse !

De plus en plus souvent en Suisse, le mari d'une jeune fille lui est prédestiné dès son enfance : 350 mariages forcés sont signalés chaque année en Suisse, le nombre de cas clandestins est probablement beaucoup plus élevé. Le Service

spécialisé contre les mariages forcés du Secrétariat d'Etat à la Migration (SEM) tire la sonnette d'alarme : d'une manière générale, les mariages forcés « ne sont plus une réalité cachée », est-il admis, « nous avons enregistré entre 300 et 350 cas par an - dont des fiançailles et des mariages forcés de personnes de moins de 18 ans. Ce ne sont malheureusement plus des phénomènes marginaux en Suisse ».



Les deux-tiers des demandeurs d'asile qui arrivent en Suisse sont de jeunes hommes en plein force de l'âge et qui ont grandi dans des cultures qui ne reconnaissent pas l'égalité entre les hommes et les femmes.

Et ce n'est malheureusement pas tout ! Les mutilations génitales sont également de plus en plus répandues en Suisse. On estime ainsi que plus de 20'000 femmes et jeunes filles en sont victimes. Les agressions massives et répétées des nuits de la Saint-Sylvestre de Cologne à Berlin en Allemagne ont également montré à quel point la surpopulation masculine issue de l'asile est irrespectueuse envers les femmes et les jeunes filles. Lors de

la nuit d'horreur de Cologne en 2015/16, environ 1'200 plaintes pénales ont été déposées ! La moitié d'entre elles concernaient également des délits sexuels. 290 suspects ont pu être identifiés, dont 37 ont été condamnés.

## Sociétés parallèles en Suisse

Ceux qui pensent naïvement que c'est mieux en Suisse se trompent lourdement ! Récemment, un clan albanais à Moutier a

fait les gros titres. Le père et ses fils ont détenu quatre femmes comme des esclaves pendant plusieurs années. Le tribunal a attesté que les hommes avaient une image totalement dépassée et dégradée des femmes. Ces hommes étaient tous sous l'influence des traditions de leur pays d'origine, bien que les fils aient grandi en Suisse, ils vivent leur vie dans une société parallèle à la nôtre et ceci au milieu de notre société.

Enfin, il faut souligner que les tribunaux ont tendance à préférer protéger ces types d'agresseurs qui se réfugient derrière le droit de vivre selon leur coutume plutôt que de protéger les droits fondamentaux des femmes. Il en va de même avec les néo-féministes et plusieurs mouvements politiques de gauche qui préfèrent aboyer inutilement à la toxicité masculine plutôt que d'identifier clairement qui en sont les auteurs.



# L'effet boule de neige de l'intégration

**Nous nous dirigeons tout droit (et à grande vitesse) vers une Suisse de 10 millions d'habitants. De plus en plus d'immigrés sont incapables de travailler en Suisse et de se conformer à des règles simples dans notre pays. L'industrie de l'intégration en profite abondamment, et ceci aux frais des contribuables.**



par Michaël Buffat  
Conseiller national  
Vuarrens (VD)

En théorie, l'économie est censée réguler elle-même l'immigration. Mais c'est une illusion de plus en plus évidente. Toutes les personnes qui s'installent dans notre pays ne peuvent pas être intégrées sur le marché du travail : le manque de connaissances linguistiques, l'incompréhension culturelle ou le manque d'éthique professionnelle redent une telle perspective impossible. Par voie de conséquence, c'est le contribuable qui paie en subventionnant chaque année un peu plus la prise en charge qui en découle. Les 18'000 francs alloués par réfugié ou personne admise à titre provisoire ne suffisent pas, tous ceux qui travaillent dans les services concernés par ces prises en charge le savent bien. Donc, en plus des presque 600 millions versés par la Confédération, s'ajoute une somme inconnue et tout aussi importante versée par les cantons.

## Le business model de l'intégration

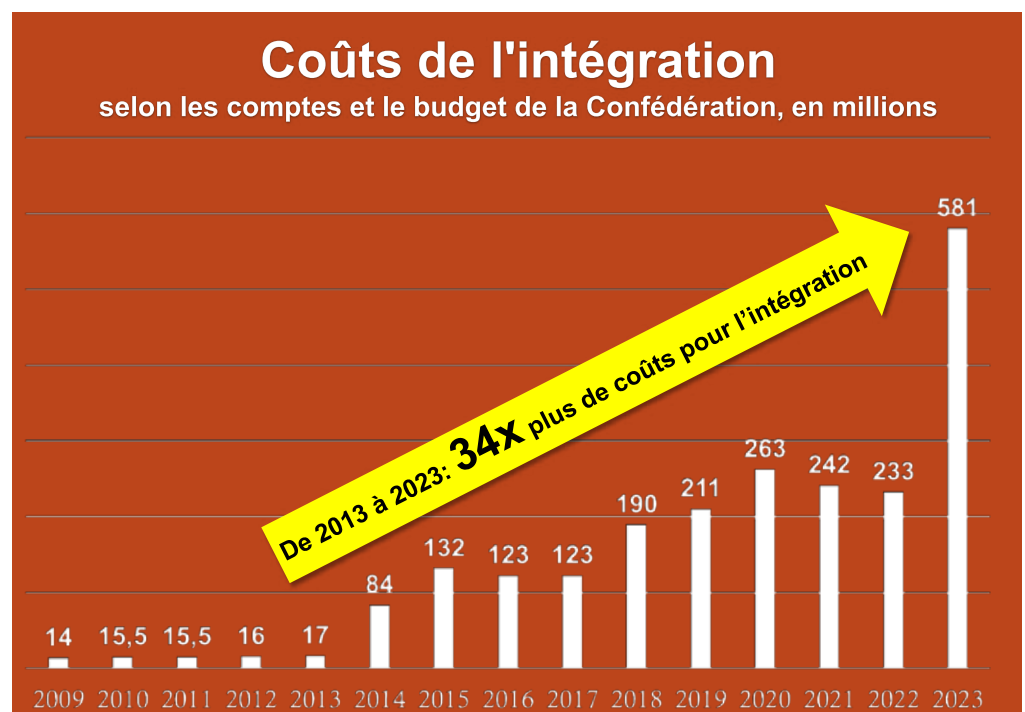
Toute une industrie s'est formée autour de l'intégration des immigrés, c'est un véritable business model qui s'est développé avec l'argent du contribuable : cours d'alphabétisation et de français, cours d'entretiens d'embauche, accompagnement dans la recherche d'emploi, évaluation du potentiel, stages, coaching, etc. Tout ça pour que les immigrés apprennent des choses qui vont en fait de soi, comme la ponctualité, les bonnes manières ou la propreté.

Ce ne sont pas seulement les requérants d'asile qui doivent acquérir des « nouvelles ressources » pour le marché du travail, mais aussi et surtout les personnes par le re-

groupement familial dans le cadre de la libre circulation des personnes. Sans la béquille de l'État, beaucoup ne parviennent pas à entrer dans un apprentissage professionnel.

L'administration n'est pas en mesure de s'occuper elle-même de cette tâche. Elle est donc externalisée, et c'est là que le business model de l'industrie de l'intégration et de l'immigration devient possible. Les œuvres d'entraide comme l'EPER ou Caritas ne sont pas les seules à en profiter. D'innombrables petites entreprises augmentent aussi fortement leur

aux immigrés au chômage et propose pour 5'340 francs un « accompagnement étroit dans la recherche d'emploi » pendant six mois. Le cours d'alphabétisation coûte en moyenne 1'350 francs par mois. Le conseil, le placement en stage ou la « mise en place d'une structure journalière » et autres sont disponibles à partir de 120 à 160 francs de l'heure. Les apprentissages de trois ans dans la restauration pour les réfugiés, pour lesquels très peu de personnes entrent en ligne de compte, coûtent 38'000 francs par an en moyenne.



**Depuis 2013, la politique d'intégration catastrophique induit des coûts faramineux qui atteindront un demi-milliard de francs d'ici 2023. Ce sont les contribuables qui financent cette industrie de l'intégration.**

chiffre d'affaires grâce à une immigration de masse déficiente en matière d'intégration.

## Qui paie ? Le porte-monnaie du contribuable, comme toujours !

Voici quelques exemples : une entreprise s'est spécialisée dans le coaching et l'aide

Enfin, depuis des années on déplore également un manque de personnel qualifié dans la branche sociale. Et où va-t-on chercher les nouveaux travailleurs sociaux et conseillers en intégration ? Parmi les immigrés. Voilà l'effet boule de neige de l'intégration !

# Il faut en finir avec la politique favorable aux faux demandeurs d'asile !

D'ici 2023, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) prévoit jusqu'à 40'000 nouvelles demandes d'asile, un nombre important d'entrées illégales, avec des conséquences facilement imaginables: sécurité publique en danger, explosion des coûts sociaux et problèmes d'intégration assurés.



par Piero Marchesi  
Conseiller national,  
Président UDC Tessin,  
Monteggio (TI)

La population suisse a désormais dépassé les 9 millions d'habitants, ce qui est démesuré pour un petit pays comme le nôtre. La libre circulation des personnes a permis une immigration incontrôlée, qui a entraîné une augmentation de la population de 20% en deux décennies. En comparaison, c'est vingt fois plus qu'en Allemagne ! De plus, le système d'asile dysfonctionne, car au lieu de donner une protection à ceux dont la vie est réellement en danger - comme le prévoit la loi - il encourage l'immigration illégale et l'arrivée de migrants économiques dans notre pays connu pour avoir un système social très généreux et accessible. La pression aux frontières est tangible, en témoignent rien que les chiffres de l'an dernier : les gardes-frontières suisses ont enregistré plus de 52'000 immigrants illégaux. Des chiffres qui devraient inquiéter tout le monde, mais au lieu de cela, les

partis du centre et de la gauche continuent de faire la sourde oreille.

## Les criminels étrangers restent en Suisse

Des chiffres trop élevés dans le secteur de l'asile entraînent non seulement une augmentation significative des coûts pour les communes, les cantons et la Confédération, mais aussi d'inévitables problèmes de sécurité et de nombreuses difficultés

de contourner la Constitution, permettant de fait aux criminels étrangers de rester en Suisse.

Le moment est venu de prendre le taureau par les cornes et d'exiger que :

- La Suisse gère à nouveau l'immigration de façon autonome ;
- Les étrangers criminels soient systématiquement expulsés ;
- Le droit de séjour soit refusé aux profiteurs de l'asile.



En Suisse, le droit d'asile est largement abusé par une quantité importante de faux demandeurs qui profitent allègrement de l'Etat providence en vigueur dans notre pays. Ces faux demandeurs profitent des largesses sociales payées par les contribuables.

d'intégration. D'autre part, les statistiques sont claires : le taux de criminalité au sein de la population étrangère, pourtant minoritaire, est bien plus élevé qu'au sein de la population suisse. Au lieu de les expulser, comme l'a décidé le peuple en 2010, les tribunaux tentent par tous les moyens

Enfin, il faut lutter contre les ONG qui facilitent l'immigration clandestine à travers la mer Méditerranée, en obligeant les migrants à demander l'asile dans leur propre pays ou dans des pays sûrs en Afrique. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions réduire le nombre de demandeurs d'asile et endiguer un phénomène qui devient de plus en plus insupportable et insoutenable. La nouvelle conseillère fédérale en charge du DFJP Elisabeth Baume-Schneider (PS) doit agir immédiatement pour endiguer ce phénomène qui submerge notre pays. Face à d'aussi graves problèmes, nous avons besoin de réponses claires et décisives.

## IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Edition : 5'500 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Generalsekretariat, Postfach, 3001 Bern | Tél. : 031 300 58 58 | Fax : 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Crédits photos: UDC Suisse, Goal AG, DETEC, Services du Parlement 3003 Berne, Martin Haab, Unsplash.com.



# Garder l'argent en Suisse

En juin, nous voterons sur l'introduction de l'impôt minimum de l'OCDE. Les recettes fiscales des grandes entreprises resteront ainsi en Suisse. L'augmentation des impôts va principalement aux cantons, où ils sont utilisés pour améliorer la qualité de la place économique.



par Magdalena  
Martullo-Blocher  
Conseillère nationale  
Lenzerheide (GR)

La réforme fiscale de l'OCDE exige que les entreprises internationales dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 750 millions d'euros soient imposées à un taux d'au moins 15%. 140 pays se sont mis d'accord sur ce point. Si un pays ne respecte pas cette règle, les autres pays peuvent exiger la récupération de l'impôt manquant.

En Suisse, 2'000 entreprises actives au niveau international seront concernées et par conséquent plus lourdement imposées. Pour les 600'000 petites entreprises actives uniquement au niveau national, rien

ne changera. Afin que les recettes fiscales supplémentaires restent en Suisse et que les entreprises concernées soient protégées des attaques de l'étranger, le Conseil fédéral et le Parlement veulent également appliquer l'impôt minimum en Suisse. Le peuple et les cantons voteront en principe le 18 juin 2023 sur ce projet de l'ancien conseiller fédéral Ueli Maurer.

## La Suisse doit rester compétitive

L'imposition minimum de l'OCDE obligera les cantons à augmenter leurs taux d'imposition des grandes entreprises, mais l'impôt fédéral restera inchangé. C'est pourquoi les recettes fiscales supplémentaires prélevées reviendront pour trois quarts aux cantons concernés et pour un quart à la Confédération.

Avec l'augmentation des impôts, la qualité du site d'implantation pour les

grandes entreprises se détériore dans les cantons. Grâce à elles, la Confédération et la plupart des cantons ont pu générer des recettes fiscales en forte croissance au cours des dernières décennies. La Suisse doit continuer à être compétitive, malgré les salaires les plus élevés, un marché de vente restreint et des coûts logistiques élevés. C'est pourquoi les cantons doivent recevoir la plus grande partie des impôts supplémentaires afin de pouvoir décider d'améliorations sur mesure de leur site.

## Pression de l'étranger

Avec ce projet, les cantons perdent malheureusement à nouveau une partie de leur souveraineté fiscale dans le contexte international. A l'UDC, nous le regrettons. Comme pour la réforme de l'imposition des entreprises, l'étranger nous met la pression, au risque de voir ce surplus d'impôt prélevé à sa faveur.

# GARDONS L'ARGENT EN SUISSE !

- Pas de cadeaux fiscaux à d'autres pays
- Les entreprises suisses doivent continuer de payer tous leurs impôts en Suisse

**Imposition minimale de l'OCDE  
pour les multinationales**

# OUI

Pour en savoir plus et déposer un témoignage : [reforme-ocde-oui.ch](https://reforme-ocde-oui.ch)

L'introduction de l'impôt minimum de l'OCDE est un défi pour les cantons, mais je suis convaincue qu'ils sauront relever le défi et resteront attractifs. Car il s'agit vraiment de l'essentiel, du financement des nombreux emplois et des investissements, non seulement pour la Confédération mais aussi et surtout pour les cantons. Votons donc oui le 18 juin 2023 à la mise en œuvre de l'imposition minimum de l'OCDE !

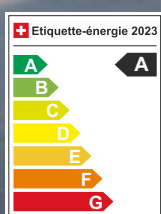


10 ANS  
DE GARANTIE  
ET D'ASSISTANCE

# TOYOTA

## bZ4X

100% électrique. 100% 4x4.



bZ4X Premium AWD, OBC 6,6 kWh, 160 kW/218 ch, Ø cons. 18,1 kWh/100 km, CO<sub>2</sub> 17 g/km, eff. énerg. A. Valeur cible Ø pour les émissions de CO<sub>2</sub> de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 129 g/km. Selon cycle WLTP. Garantie et assistance pendant 10 ans ou 185'000 km (selon première éventualité) à compter de la 1<sup>re</sup> immatriculation, activée lors du service et valable sur tous les véhicules Toyota. Vous trouverez des informations détaillées dans les dispositions applicables en matière de garantie sur [toyota.ch](https://toyota.ch).